

Index AI : PRE01/195/2011
08 April 2011

Irak. Une enquête doit être ouverte sur les violences meurtrières qui ont eu lieu dans le camp d'Ashraf

Les autorités irakiennes doivent immédiatement diligenter une enquête indépendante sur les informations selon lesquelles des militaires irakiens ont tué et blessé, lors d'une attaque délibérée, des habitants d'un camp d'exilés iraniens situé au nord de Bagdad, a déclaré Amnesty International vendredi 8 avril.

« Selon les informations que nous avons reçues, des militaires irakiens sont entrés dans le camp ce matin et ont eu recours à une force excessive face aux habitants qui tentaient de leur résister, a indiqué Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« C'est la dernière d'une série d'opérations violentes menées par le gouvernement irakien contre les habitants du camp d'Ashraf, dont il s'oppose à la présence continue en Irak. »

Vendredi 8 avril dans la matinée, des affrontements ont éclaté après que les forces de sécurité irakiennes ont pris position dans le camp en utilisant des véhicules blindés de transport de troupes. Celles-ci ont, semble-t-il, tiré à balles réelles sur les habitants qui tentaient de leur résister, faisant plusieurs morts et des blessés. Pour l'instant, le nombre de victimes ne peut pas être vérifié en toute indépendance.

Le camp d'Ashraf (province de Diyala) se trouve à 60 kilomètres au nord de Bagdad. Il abrite quelque 3 400 exilés et réfugiés iraniens, notamment des membres et des sympathisants de l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple (OIMP) – un groupe d'opposition interdit en Iran.

Des représentants de l'OIMP ont expliqué à Amnesty International que, en raison des restrictions imposées par le gouvernement irakien, l'infirmerie du camp ne disposait pas du matériel ni des médicaments nécessaires pour soigner les personnes qui, selon ce groupe, ont été blessées dans les affrontements du vendredi 8 avril.

« Si [ces informations] sont vraies, c'est très préoccupant, a ajouté Malcolm Smart. Qu'elles le veuillent ou non, les autorités irakiennes sont responsables de la sécurité et du bien-être des habitants du camp, ce qui comprend l'accès à des soins médicaux adaptés et immédiats en cas de besoin. »

Des vidéos des affrontements diffusées sur YouTube par l'OIMP semblent montrer des militaires irakiens faisant feu sans discrimination sur la foule et tentant de renverser des personnes avec leurs véhicules.

Un porte-parole du gouvernement irakien a affirmé que des habitants du camp d'Ashraf avaient jeté des pierres sur les forces de sécurité lors de ce qu'il a qualifié d'« émeutes ». Selon lui, les militaires n'ont pas ouvert le feu mais ont eu recours à la force pour repousser les habitants à l'intérieur du camp.

L'OIMP a signalé à Amnesty International que, depuis que les États-Unis ont cédé le contrôle du camp d'Ashraf aux forces de sécurité irakiennes à la mi-2009, la présence militaire constante entrave l'accès aux soins médicaux à l'intérieur comme à l'extérieur du camp.

En effet, un comité de sécurité irakien contrôle l'approvisionnement du camp en médicaments et en matériel médical. Il décide également d'autoriser ou non des personnes à sortir pour bénéficier de soins spécialisés.

En juillet 2009, le gouvernement irakien a déclaré avoir diligenté une enquête sur les homicides de six exilés iraniens, commis lors d'une descente des forces de sécurité irakiennes dans le camp d'Ashraf. Les conclusions de ces investigations n'ont pas encore été rendues publiques et, à la connaissance d'Amnesty International, aucun membre des forces de sécurité n'a été tenu de rendre des comptes dans le cadre de cette affaire.